

ALFRED REBOUX
Propriétaire-Gérant

ABONNEMENTS :

Roubaix-Tourcoing: Trois mois. 12 50
Six mois. 23 50
Un an. 43 50

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, 45 fr. trois mois.
La France et l'Étranger, les frais de poste en sus.

Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continué, jusqu'à réception d'avis contraire.

BOURSE DE PARIS

Table with 2 columns: Instrument (e.g., 3 0/0, 4 1/2, Emprunts) and Price (e.g., 66 75, 97 00, 105 70)

Table with 2 columns: Instrument (e.g., 3 0/0, 4 1/2, Emprunts) and Price (e.g., 66 65, 97 50, 105 50)

Service particulier du Journal de Roubaix

Table listing various actions and banks (e.g., Banque de France, Société générale, Crédit foncier) with their respective prices.

DEPECHE COMMERCIALES

Service particulier du Journal de Roubaix
New-York, 28 janvier.
Change sur Londres, 4.86 0/0; change sur Paris, 513 3/4

Alexandrie, 27 janvier, soir.
Marché calme inchangé.
Prix faciles pour qualités secondaires blanches soutenues.

Dépêches de MM. Schlagdenhaufen et Compagnie à Roubaix par M. Bulteau Desbrosses:

Havre, 28 janvier.
Cotons: Ventes 300 b. Assez bonne demande. Prix inchangés.

Liverpool, 28 janvier.
Cotons: Ventes 10,000 b.

New-York, 28 janvier.
Cotons: 13 1/8.
Recettes de 6 jours, 119,000 b.

Dépêches affilées à la Bourse de Roubaix.
Liverpool, 28 janvier.
Cotons: Ventes 10,000 b. Egypte, 3 3/4, blanc, 7.

Havre, 28 janvier.
Cotons: Ventes 1,300 b. Omra vieux, 50 b. Recettes 119,000 b.

ROUBAIX 28 JANVIER 1876.

Bulletin du jour

M. Buffet, vice-président du Conseil des ministres, vient d'adresser aux députés sénatoriaux du département des Vosges une très-courte circulaire, dans laquelle il se borne à caractériser les points principaux de sa politique. « Pour répondre au patriotique appel fait au peuple français par le Maréchal Président de la République, je n'aurai, dit le ministre, rien à changer à la conduite que j'ai tenue. Dans aucune circonstance, mon concours le plus dévoué n'a fait défaut à la politique conservatrice et vraiment libérale que le chef illustre en qui le pays a mis justement toute sa confiance s'est constamment proposé de faire prévaloir. »

Feuilleton du Journal de Roubaix
DU 29 JANVIER 1876.

— 24 —

Les Filles du Colonel

PAR CLAIRE DE CHANDENEUX

(Suite)

Mme Rulmann — jadis vulgairement appelée Gretchen tout court — remplissait dans la maison les fonctions de femme de charge. Le premier acte de son autorité, doublée de jalousie, fut de demerger Justine, la femme de chambre de confiance, de façon à rendre son renvoi nécessaire. Mme Appoline de Poitevy, qui paraissait souffrir de la présence de son ancienne confidente, saisit avec empressement la première occasion qui lui fut offerte de se priver de ses services. Elle se déliait ainsi de fréquentes visites que lui faisaient les deux frères et le cousin de la soubrette, visites qui ne se terminaient jamais sans une demande de secours et sans l'évocation désagréable ou menaçante de certains souvenirs de gnet-apens nocturne grassement percé cependant au budget de l'ex-veuve Myonnet.

Cette séparation de la maîtresse et de la servante, qui entraîna la dispari-

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LEGALES et JUDICIAIRES

ALFRED REBOUX
Propriétaire-Gérant

INSERTIONS:

Annonces: la ligne. 20 c.
Réclames: 30 c.
Faits divers: 50 c.
On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reçus à Roubaix, au bureau du Journal; à Lille, chez M. QUARRÉ, Libraire, Grand-Place; à Paris, chez MM. HAVAS, LAFITTE, ET C^o, 24, rue Notre-Dame-des-Victoires, (place de la Bourse); à Bruxelles, à l'Office du Printeur.

C'est ainsi que le principal ministre du maréchal de Mac-Mahon, n'insistant pas davantage, se contenta de proclamer l'identité parfaite existant entre sa propre politique et celle du chef de l'Etat.

Cela fait, une entière liberté d'appréciation est laissée aux délégués électoraux.

Nous avions eu raison de signaler l'étonnel où pouvait tomber le comité Changarnier, dit Comité central de l'Union conservatrice: l'esprit d'exclusivisme. Il ne l'a point évité, en effet. Plusieurs journaux de nuances diverses et auxquels il est impossible de dénier la qualité de conservateurs, l'attaquent aujourd'hui avec une grande violence. Nous trouvons ces critiques sinon injustes, au moins regrettables. Mais nous ne pouvons nous empêcher de penser qu'il eût été très-facile d'éviter les froissements individuels qui les ont, non pas légitimés, mais motivés. Si on avait su un peu mieux ménager les amours-propres, si on n'avait pas voulu s'associer à un clan de personnalités certainement éminentes, mais qui représentent trop une seule variété de l'opinion, on eût évité tout au moins une scission ouverte qui diminue le crédit du Comité sur les populations des départements, et peut-être eût-on pu rassembler tous les efforts et réunir tous les suffrages. Nous n'en voulons pas dire davantage parce que, malgré tout, nous faisons des vœux pour le succès de cette œuvre de propagande; mais notre devoir était de noter l'impression ressentie et de refléter exactement l'état de l'opinion.

Les petites cours allemandes retentissent des plaintes auxquelles donne lieu la répartition faite par le ministère prussien des soixante-onze millions de marks de dépenses attribuables au budget fédéral. La Prusse qui, en somme, profite seule de ses dépenses, n'en paie en réalité que la plus faible part proportionnelle. La Bavière, le Wurtemberg, surtout la Saxe royale sont uniquement partagés. De la part des contribuables, souvenirs et regrets, soupçons et malédictions à l'endroit de ces maudits Français qui, en se laissant battre en 1871, ont fait l'unité de l'Allemagne sous le drapeau prussien. Car il est remarquable qu'en Allemagne, si tout va mal, si les budgets s'envient et si les économies diminuent, c'est toujours la faute du Français.

Les Bavaurois, les Wurtembergeois et les Saxons ont eu ces jours-ci une sorte de fièvre de consolation en apprenant que M. de Bismarck allait peut-être se décider à faire un voyage à travers l'Allemagne; mais M. de Bismarck fait annoncer de nouveau qu'il est malade. C'était une fausse joie.

Les nouvelles reçues du Nord de l'Espagne sont très-complexes. Les versions alphonisistes et carlistes sont de plus en plus contradictoires. D'après les informations des amis de don Carlos les forces alphonisistes sont sorties de Saint-Sébastien, Hernani, Renteria et Oyarzun, et ont occupé leurs positions d'attaque; mais l'artillerie carliste ayant immédiatement ouvert son feu sur eux, les alphonisistes furent obligés de se retirer vers leurs cantonnements. Du côté d'Oyarzun et d'Hernani, la confusion que mit dans leurs rangs l'impétueux mouvement en avant des bataillons carlistes fit que cette retraite eut lieu avec précipitation, mais cependant sans combat. A la nuit, toutes les troupes alphonisistes avaient

abandonné leurs positions d'attaque; le 26, il n'y a eu rien de nouveau sur la ligne de Guipuzcoa ni dans l'intérieur; cependant, ajoute la version carliste, de nombreuses forces alphonisistes ayant débarqué le 26 à Guetaria, les carlistes se sont vus obligés de céder à la supériorité du nombre, après avoir capturé des fusils et 61 prisonniers.

Les télégrammes alphonisistes de St-Sébastien, 26 janvier, annoncent de leur côté que les troupes débarquées à Guetaria ont occupé les importantes positions de Garatemendi, dominant la route d'Azpetia. Les mouvements de l'armée de don Alphonse continueraient dans le Guipuzcoa.

Les mêmes télégrammes ajoutent que les dépêches d'Hendaye, qui disent que les troupes alphonisistes ont été repoussées, sont inexactes. Les carlistes concentrent seulement de grandes forces à Astéasa et dans la vallée d'Arola, pour couvrir Azpetia et Tolosa.

Le feu serait toujours vif autour d'Hernani.

Paris et la province.

Nous sommes vraiment affligés du spectacle que Paris donne à la France et à l'Europe. Depuis plusieurs jours, tous les journaux de la capitale nous apportent des comptes-rendus de séances où les électeurs sénatoriaux délibèrent sur les choix à faire, et si l'on n'a pas encore arrêté définitivement, dans ces réunions, de listes de candidats, tout au moins on sait que les modérés, même ceux qui ont donné des gages de leurs opinions républicaines, ont été écartés.

On essaiera peut-être de diminuer la responsabilité de Paris en disant que Paris est dominé, effrayé par une minorité turbulente, audacieuse, et que les radicaux y triomphent uniquement parce que les conservateurs ne veulent pas s'allier, s'entendre, oublier tous leurs griefs et leurs rancunes pour ne former qu'un seul parti, celui de la préservation sociale.

Soient ne croyons pas que ces raisons soient valables, et si Paris est radical, si Paris élit des députés comme Barodet, des conseillers municipaux comme le citoyen Floquet, c'est qu'il le veut faire et qu'il sait ce qu'il fait. Paris est responsable tout-à-fait de ses choix; il est révolutionnaire plus encore que républicain; il est opposant par tempérament, c'est-à-dire que, parmi ceux qui votent, les opposants constituent la majorité.

Nous renvoyons nos lecteurs aux détails que nous publions plus loin sur la dernière réunion des électeurs sénatoriaux, et ils seront attristés comme nous du spectacle de ces professions de foi et de ces programmes où toutes les lois sont attaquées, où les arrêts de la justice sont méconnus.

Quand nous comparons ces scènes désolantes avec la vie provinciale dont nous sommes les témoins quotidiens, nous avons le droit de nous demander si l'âme de la France réside dans cette ville vers laquelle convergent toutes les ambitions, toutes les richesses, où se centralisent toutes les ressources de la nation, ou bien si elle ne réside pas plutôt dans ces départements laborieux

où les luttes et les passions politiques ne sont que l'accident, une fonction reproduite à de longs intervalles.

Qui donc a fait la gloire de Paris, gloire qui a rejailli sur la France entière? ne sont-ce pas ses écrivains, ses savants, ses artistes, lesquels sont venus de tous les points du pays.

Or, est-ce que ce sont ces hommes d'élite dans les arts, dans les sciences, dans les lettres, dans l'industrie, dans le commerce qui élisent les Barodet et les Floquet? Non, assurément; ils ne forment que le petit nombre. Or, c'est le grand nombre qui est investi de l'autorité politique, et qui fait les choix les plus pitoyables.

Triste anomalie que nous n'avons pas la prétention de corriger, car nous ne croyons pas qu'on en vienne jamais à appliquer l'idée de ce personnage étranger qui disait un jour: « Tant que Paris jouera un rôle politique, la France ne sera jamais tranquille. » Il ne jugeait pas suffisante la translation à Versailles des assemblées délibérantes; proposait que Paris fût traité en ville neutre, dans laquelle les passions politiques ne pourraient trouver une arène pour se combattre; qu'il n'eût ni députés, ni conseil municipal, et qu'il fut administré au nom du pays tout entier aurait désigné, ou par des hommes que le pouvoir central nommerait et qui agiraient sous le contrôle des représentants du pays.

Nous ne demanderons pas des mesures d'exception contre la capitale, car notre voix se perdrait dans le tumulte électoral; mais faisant retour sur nous-mêmes, sur nos amis, sur tout ce qui nous entoure, nous nous consolons du spectacle des misères parisiennes par la vue du tra vaill fécond de la province par le sentiment du devoir accompli en toutes circonstances, et par cette ferme espérance que le pays tout entier sait réparer les fautes et même les folies de la capitale.

ALEXANDRE WATTEAU.

M. Buffet aux délégués des Vosges

Voici le texte de la circulaire adressée par M. Buffet aux électeurs sénatoriaux du département des Vosges:

Monsieur le délégué,

Une réunion importante de conseillers généraux, de conseillers d'arrondissements et de personnes notables de notre arrondissement s'est faite l'honneur d'inscrire mon nom sur une liste de candidats au Sénat, qu'elle recommande aux suffrages des électeurs.

J'ai accepté cette candidature et je suis heureux qu'elle soit associée à celle de deux hommes qui ont conquis depuis longtemps une si grande place dans l'estime publique, par leur caractère, leur mérite et leurs services.

M. le maréchal président de la République, dans une proclamation récente, qui a eu un profond retentissement dans le cœur de tous les bons citoyens, a tracé la voie que, pour le salut de la France, doivent suivre les membres des deux futures assemblées. Pour répondre à ce patriotique appel, je n'aurai rien à changer à la conduite que j'ai tenue. Dans aucune circonstance, mon concours le plus dévoué n'a fait défaut à la politique conservatrice et vraiment libérale que le chef illustre en qui le pays a mis justement toute sa confiance, s'est constamment proposé de faire prévaloir.

Recevez, etc. L. BUFFET, Député des Vosges, vice-président du conseil, ministre de l'intérieur.

On lit dans la Gazette de France:

« Un modeste convoi conduisait ce matin à sa dernière demeure la sœur de M. Thiers, Mlle Gravier.

« Cette femme, dont les sentiments royalistes et chrétiens faisaient contraste avec ceux professés par son illustre frère, vivait très-modestement dans une petite maison de la rue Reinard.

« Quelques personnes suivaient le cercueil.

« M. Thiers n'y était pas. »

Le gouvernement s'occupe en ce moment de nouveaux projets de colonisation en Algérie. On voudrait détourner, de ce côté, le courant basque qui se dirige en ce moment, vers l'Amérique du Sud. Le Maréchal de Mac-Mahon, le général de Cissey, le général Chanzy ont plusieurs fois conféré sur cette question, depuis une semaine, et on dit que le gouverneur de l'Algérie qui quitte Paris aujourd'hui, emporte des instructions dont on espère le plus grand bien.

On écrit de Pau le 26 janvier à un journal légitimiste que les obsèques du duc d'Elho ont eu lieu le matin à 10 heures dans l'église de St-Jacques.

Le deuil était conduit par un des fils du défunt.

Le duc de Parme était en tête du cortège.

Les journaux royalistes de Paris publient les dépêches suivantes:

« 26 janvier, 11 h. 35 m. — L'ennemi est sorti hier matin de Saint-Sébastien et des autres villes de Guipuzcoa.

« Quatorze à seize mille hommes se sont déployés de Mendizartoz jusqu'à la frontière: ils ont été repoussés sur tous les points.

« 26 janvier, 12 h. 16, soir. — Le général Ello est mort. Le but de Moriones, dans sa sortie d'hier, était de s'emparer de la hauteur d'Aratzain. Huit bataillons firent une vigoureuse sortie de St-Sébastien; d'autres forces menaçaient aussi notre ligne: partout les alphonisistes ont été repoussés.

Dans les premiers moments, le brigadier Sierra d'Oyarzun s'empara des positions d'Arrescullar et de Altamirola et y installa son artillerie. Mais le 7^e quipuzcoan vint au secours des carlistes, reprit ces positions et mit l'ennemi en déroute.

Parmi les populations carlistes, la joie est immense. Les cloches sonnent partout.

LETTERES DE PARIS

Correspondance particulière du Journal de Roubaix.

Paris, 27 janvier.

Je suppose que les membres du gouvernement lisent ou font lire pour eux les comptes-rendus des séances dans lesquelles délibèrent les électeurs sénatoriaux. Je dois donc croire qu'ils ont eu connaissance de ce qui s'est dit hier dans la réunion électorale présidée par M. Krantz, et notamment du discours prononcé par le citoyen Floquet. Je passe ce qu'il a dit de la politique en général pour ne citer que le passage relatif à l'annexion.

« N'oubliez pas que par le fait des temps, des condamnations de ce genre ont atteint des actes purement politiques et que si une exception n'était faite pour ceux-ci, M. Ranc, conseiller municipal de Paris et député de

Lyon, un des hommes loyaux et purs

de la jeune démocratie, resterait hors de France. Je ne sais si ce compte-rendu que publient des journaux du matin est tout à fait officiel; en tous cas il diffère peu de celui du Rappel, d'après lequel le citoyen Floquet aurait qualifié Ranc de « lumière et honneur du conseil municipal. »

Eh bien, je ne sais pas ce que pensent les membres du gouvernement de cette apologie, mais je sais bien que si j'étais à la place de celui dans la juridiction de qui rentre l'examen de papiers faits, en attendant que le citoyen Floquet aille siéger sur un fauteuil de sénateur, je l'aurais fait immédiatement écrouer à Mazas.

Que devient donc la justice en France si un citoyen Floquet quelconque peut venir impunément faire l'éloge d'un homme que la justice a flétri, a condamné à mort, comme complice d'assassins. C'est le citoyen Floquet appelle ce condamné à mort, ce complice des bandits de la Commune, « l'honneur et la lumière du conseil municipal dont lui-même, citoyen Floquet, a été le président. Mais il nous semble impossible de jeter plus audacieusement l'injure à la face des juges qui ont condamné le membre de la commune; il nous semble impossible d'insulter plus grossièrement et le tribunal et la ville de Paris.

Et que penser des applaudissements qui ont accueilli ces paroles! M. Thiers était présent: il n'a rien dit. Et c'était un républicain dit conservateur qui présidait, et il n'a rien dit non plus.

En revanche, quand M. Dietz-Monsin a déclaré qu'il ne voulait pas de l'annexion pour les assassins, des murmures et des protestations se sont fait entendre.

Le résultat de la réunion a été qu'on n'a rien décidé, et cela sur la proposition de M. Gambetta, qui avoua échapper à la responsabilité d'un échec; il sait bien que ce n'est pas sa liste qui passera, mais bien celle de ce comité des délégués des 20 arrondissements dont il n'a pas voulu dimanche que la lettre fut lu publiquement.

Or, ce comité, qui n'a point les mêmes ménagements à garder que M. Gambetta, s'est réuni hier et a adopté les candidatures de MM. Victor Hugo, Louis Blanc, Peyrat, Floquet et l'ouvrier Mallarmet. Et c'est cette liste qui sera triomphante n'en déplaise à M. Gambetta et à ses amis de la République française.

Hier soir, Frédéric Lemaitre, le grand artiste dramatique, est mort âgé de 78 ans, après être resté seulement trois jours alité. On sait quelle était dans les faubourgs la popularité de celui qu'on appelait familièrement Frédéric; il y aura foule demain à ses funérailles.

Nouvelle hausse à la bourse, motivée par l'abondance des capitaux disponibles et aussi par la spéculation qui pourrait bien se retourner à un moment donné. Nous engageons par conséquent les détenteurs de valeurs ou de capitaux à se défier de mouvements imprévus auxquels les élections pourraient servir de prétexte.

(Autre correspondance.)

Paris, 27 janvier.

La troisième réunion des électeurs sénatoriaux de la Seine a eu, hier, le même résultat que les deux précédentes, c'est-à-dire que la majorité des assistants a évité de désigner les trois candidats qui, après MM. Victor Hugo et

ne fit un peu jalouse du bonheur et des fatigues de Marcelle.

Une autre surprise infiniment moins agréable, malgré sa flatteuse apparence, était réservée à M. de Clarande. Le 15 août, il reçut la croix de commandeur de la Légion d'honneur, récompense enviable, certes, mais avant-coureur certain de la retraite.

Il était impossible, en effet, de lui faire entendre plus catégoriquement et avec plus de formes qu'il ne devait conserver aucun espoir d'arriver au grade de général. Ce fut une amère déconvenue pour le vieux militaire, dont la graine d'épinards, si raillée des uns, et si désirée de tous, était l'incessant objectif.

Son orgueil le sauva de toute faiblesse apparente. Ce fut d'un front radieux qu'il arbora, pour la revue officielle de la fête de l'empereur, le large ruban rouge indice de la dernière distinction qu'il put désormais atteindre.

Mme de Clarande moins maîtresse d'elle-même, en fit une sérieuse maladie.

Judith tomba dans un découragement profond. Son espérance suprême — les futurs aide-de-camp de son père le général — venait de sombrer à jamais.

Hortense espéra que cette perspective attristante apporterait quelque ré-

duction dans le budget de la maison, et par le fait, cet hiver, qui était le pré-lude d'hivers plus sévères encore, s'é-

coula sans bruit et sans fêtes pour la famille d'écue.

Vienne le regretta, car elle avait pris goût, la bonne ville commerçante, à ces plaisirs de bonne compagnie que la beauté des filles du colonel illuminait. On se consola toutefois. Le 17^e hussards était à la veille de son départ présumé; certainement on le déplorait, mais l'on se demandait déjà quel régiment allait le remplacer, et de nouvelles espérances se fondaient sur les futurs arrivants.

Le changement de garnison du 17^e hussards, qui reçut l'ordre d'aller à Saint-Michel, et la retraite du colonel de Clarande, concordèrent de telle sorte, que celui-ci, grincheux comme tout officier contraint de quitter son arme, put se soustraire à la route réglementaire et remettre ses pouvoirs à son lieutenant-colonel.

La veille du départ, le commandant Adalbert de Poitevy se présenta au bureau du colonel pour le prier de transmettre sa démission au ministre de la guerre. M. de Clarande le regarda d'un œil féroce et lui répondit sèchement:

— Adressez-vous au lieutenant-colonel, monsieur; je n'ai plus l'honneur,

à partir de ce matin, de commander votre régiment.

Et il lui tourna le dos pour cacher l'émotion qui le gagnait.

Ce même jour, Mme Fontille, brisée, rouée, rendue — elle avait surveillé la confection des malles faites par son mari — reposait dans un grand fauteuil sa rotondité surmenée lorsque sa porte, brusquement ouverte, donna passage à la petite Marie, que suivait le capitaine Aupépin.

— Quel bonheur! comment êtes-vous ici? exclama Mme Fontille.

— Nous venons de Saint-Etienne pour vous voir, ma cousine, avant votre départ, dit le capitaine.

— Et aussi pour voir mon amie Hortense, ajouta la fillette.

— Marie! dit le père d'un ton fâché.

— Eh bien! intervint l'excellente femme, allez-vous gronder cette enfant parce qu'elle dit tout haut ce que vous pensez tout bas?

— Non, ma cousine, mais en vérité...

— Elle a mille fois plus raison que vous; ne vous en déplaît, mon beau cousin, elle sait aimer, elle!

— Oh!... croyez bien...

— Oui, oui, j'entends, il n'y a pas qu'elle, mais du moins elle ose le dire; tandis que je suis des cœurs timides